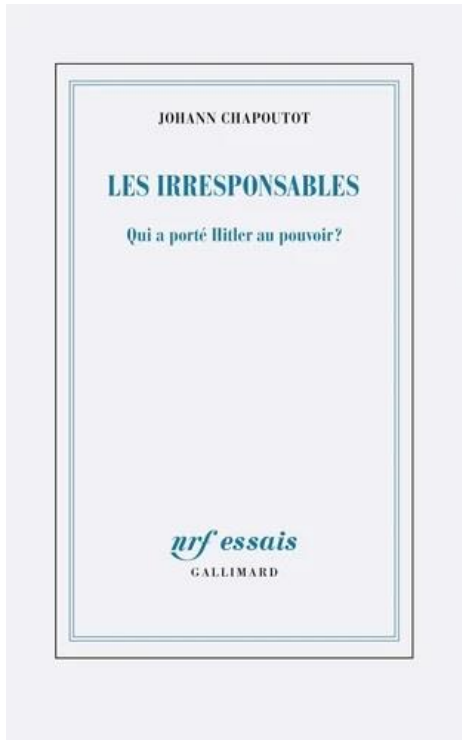


Fabrique du nazisme

■ Johann CHAPOUTOT
LES IRRESPONSABLES
Qui a porté Hitler au pouvoir ?
Gallimard, 2025, 304 p.



Sur le site de Radio France, l'auditeur ronchon a la possibilité de saisir une médiatrice pour exprimer son indignation. À titre d'illustration, on peut lire ce commentaire outré suite à la diffusion de l'émission « d'actualité, d'analyse et d'humour » « Zoom Zoom Zen » du 13 mars 2025 accusée d'avoir déroulé le « tapis rouge » à un « pseudo-historien racont[ant] qu'être centriste c'est être extrême » : « Choquants et violents, les propos répétés de l'invité du jour, "historien" semble-t-il, et LFIste certainement. Tous les centristes sont de droite, socialement et fiscalement et "un peu moins racistes, sexistes et homophobes que l'extrême droite". C'est honteux sur une radio publique. Le sujet de la tempérance, des positions réfléchies

et posées calmement ainsi que la recherche du consensus méritaient mieux. »

La raison de l'énervement de ce bayrouiste chafouin ? L'émission a ouvert son micro à Johann Chapoutot, historien spécialiste du nazisme. Or le chercheur, loin de congeler la période nazie en la ramenant à une séquence à jamais close, ne cesse, dans ses travaux, de la scruter non plus seulement comme une sorte d'anomalie historique, mais comme s'inscrivant dans un processus pensé et porté par le Zentrum à la faveur d'une division entre une social-démocratie gagnée à la respectabilité et un Parti communiste (KPD) en voie de stalinisation. Éclairante, cette approche nous offre indubitablement un nouvel angle pour interroger notre présent à l'aune de ce passé. Si les années 1930 ne sont certes pas devant nous (l'Histoire ne repasse pas les plats), il se pourrait bien que leur cycle ne soit pas pour autant achevé. Répétons-le : le nazisme n'est pas plus un accident historique qu'un raptus génocidaire né dans la tronche de quelques Teutons dégénérés. Visitant les ruines d'Oradour-sur-Glane, on se souvient de cette Française manifestant son effroi : « Mais comment ont-ils pu faire ça ? ». Peut-être parce que tes ancêtres, ingénue mangeuse de grenouilles, avaient fait la même chose en d'autres temps et d'autres lieux. En gros : parce que la voie leur avait été

ouverte, notamment par des nations qui se piquaient, alors, d'appartenir au gratin civilisationnel. Colonisation, eugénisme, darwinisme social, industrialisme, etc. : Enzo Traverso a tout dit de la généalogie européenne de la violence nazie¹. Et donc s'il y eut une longue période pré-nazie, quid d'un post-nazisme ? Des décennies plus tard, quelles vesses lâchées par le cul de la bête immonde continuent à empuantir notre *Zeitgeist* libéral et démocratique ?

En 2020, Chapoutot publiait déjà l'étonnant et passionnant *Libres d'obéir*², essai dans lequel il démontait avec brio la vision faussement étatiste et hyper-administrée du « totalitarisme nazi ». Bien au contraire, les années 1930 allemandes ont été ce laboratoire où ont été pensés et mis en œuvre bon nombre de dogmes managériaux ayant percolé, dès l'après-guerre, l'entreprise et des États du monde libre.

Prenons ces taules modernes cherchant par tous les moyens à gommer leur infâme hiérarchie interne en nommant leurs salariés « collaborateurs », soit autant d'agents prétendument autonomes et prêts à toutes les initiatives pour que la boîte gagne en efficience. Eh bien ! les nazis, « frères de race », kiffaient l'efficience horizontale où « tous, chefs et subordonnés, travaill[ai]ent librement et joyeusement au bien commun, celui de la communauté du peuple, de la race germanique et du Reich ». De fait, il se pourrait bien que la contre-révolution néolibérale des années 1980 n'ait fait que recycler ce vieux tropisme nazi où l'État était vu comme une machine à « entraver et étouffer les “forces vives” par une réglementation tatillonne, mise en œuvre par tous les ronds-de-cuir sans imagination et tous les eunuques serviles qui peuplent la fonction publique ». Bien entendu, les « forces vives » de l'époque hitlérienne étaient tout entières contenues dans l'hystérie dominatrice de la race aryenne alors qu'aujourd'hui le schème s'est étendu à l'ensemble des agents d'un Marché planétaire.

« Bolchevisme culturel »

En décembre 2023, le Sénat français a adopté définitivement une énième loi « immigration ». Chapoutot explique que le déclic pour s'atteler aux *Irresponsables* s'est fait à ce moment-là : quand la Macronie poussait à l'ignition un énième point de surchauffe commun avec le RN. Avec cette intuition que l'engrenage politicard auquel on était confronté, soit la tripartition de la représentation nationale en blocs de gauche, du centre et d'extrême droite n'avait rien d'inédit. Surtout, il confirmait une vérité historique cent fois révélée : délégitimé, le bloc bourgeois n'a d'autre choix pour continuer à accroître sa capacité d'extorsion que de faire grossir et de s'adosser à une extrême droite hégémonique ; un travail de balancier qui implique une fracture sans cesse rejouée de la gauche entre sa partie molle, prête à toutes les fumisteries pour gouverner, et sa partie dure, objet de tous les ostracismes et évictions du prétendu « arc républicain ». Des dernières années de Weimar à la lente agonie de la V^e République – dont les fondements, nous apprend l'historien dans l'épilogue, ont beaucoup puisé à la Constitution

¹ Enzo Traverso, *La Violence nazie, une généalogie européenne*, La Fabrique, 2002.

² Johann Chapoutot, *Libres d'obéir : le management, du nazisme à aujourd'hui*, Gallimard, 2020.

weimarienne, la démocratie libérale n'en finit plus de tomber ce masque où le cœur du Pouvoir apparaît tel qu'il est réellement : grossier, goinfre et (souvent mauvais) calculateur. Chez les éditocrates, le virage autoritaire se commente à hue et à dia, alimentant une fièvre sécuritaire et xénophobe sans borne, bénissant le coffrage des libertés dites « publiques », relativisant la surpuissance d'un exécutif shooté à une présidentialisation toujours plus décomplexée de l'exercice du pouvoir.

Vue depuis les berges du continent libertaire, la révélation n'a rien d'un scoop. Elle prend cependant un sel particulier quand, sous la plume de Chapoutot, elle s'attache à nous révéler les minables coulisses de ces trois années ayant précédé l'accession d'Hitler et de sa clique de psychopathes au pouvoir en janvier 1933. Quelque chose de terriblement familier et de contemporain se hume au fil de ces 300 pages, même si, répétons-le, il ne s'agit pas ici de poser quelque équivalence entre les duettistes Le Pen/Bardella et Hitler. L'enjeu est ailleurs : dans un contexte charriant ses invariants historiques : ambiance de guerre et de crise, instabilité parlementaire, politique austéritaire pour les uns et orgie de dividendes pour les autres, peur d'un « bolchevisme culturel » (promouvant l'homosexualité et l'art moderne, peuplant la débauche des nuits berlinoises – soit le péril « woke » des années 1930 allemandes), éternelles figures de boucs émissaires, flambée brune, etc. L'enjeu est aussi dans le sous-titre des *Irresponsables* : « qui a porté Hitler au pouvoir ? ». Une question à laquelle l'historien répond dès l'introduction : « L'arrivée des nazis au pouvoir procéda d'un choix, d'un calcul et d'un pari. Choix des élites économiques (industriels, financiers, assureurs) et patrimoniales (rentiers, actionnaires, *Besitzbürgertum* – bourgeoisie possédante, en allemand). Calcul d'une rationalité froide : face aux gains continus du Parti communiste qui ambitionnait de faire advenir, à court ou moyen terme, une "Allemagne soviétique" (*Sowjetdeutschland*), la force militante du NSDAP et les rangs fournis de ses milices [...] offraient un contrepoids rassurant, qu'il fallait à tout prix mettre au service d'une défense résolue de l'ordre social et économique. Pari, enfin : les nazis étant inexpérimentés, les flanquer de politiciens mûrs et éprouvés permettait de les domestiquer dans le cadre d'un pouvoir partagé dans un gouvernement de coalition. » Une coalition que jamais l'aboyeur autrichien n'accepta, son goût pour le pouvoir étant à l'image de son eschatologie raciale : totale et absolue, étant entendu que « seule la violence est l'accoucheuse de l'histoire ».

Sur Wikipédia, la gueule de Hindenburg parle d'elle-même : le barbon replet fixe l'objectif d'un œil matois, ses cheveux blancs en brosse et ses moustaches à l'impériale témoignent d'une immuable martialité. Président du Reich depuis 1925, Hindenburg est aussi général d'infanterie à la retraite. Pétri de valeurs prussiennes, il déteste les sociaux-démocrates du SPD, sans parler des syndicats qu'il « abomine » et des communistes qu'il a « en horreur ». Le 30 janvier 1933, c'est lui qui nommera Hitler chancelier – contrairement à une idée tenace voulant qu'Hitler aurait été élu. « Jamais » insiste Chapoutot. Pendant les trois années précédant ce sinistre épilogue, Hindenburg verra se succéder plusieurs chanceliers : Brüning (*Zentrum*) bandant secrètement pour une restauration monarchiste, Von Papen

(*Zentrum*), libéral proche des barons de l'industrie et des grands agrariens pour qui les douceurs fiscales sont un devoir et, enfin, Von Schleicher, militaire d'extrême droite et fin stratège, animateur de la « camarilla », soit un groupe de conseillers du prince censé guider la main, parfois coléreuse et imprévisible, de Hindenburg. Von Schleicher sera l'homme de la dernière chance : ultime chancelier du Reich (de décembre 1932 à janvier 1933), il pèsera de tout son poids pour impulser une division du parti nazi alors en perte de vitesse électorale. Un échec qui jouera sûrement dans sa liquidation lors de la Nuit des longs couteaux.

De nos ancêtres castors électoraux

Face à une telle instabilité politique et sociale, le président Hindenburg se radicalise. Outre-Rhin, l'ancêtre du 49-3 se nomme 48-2, ça ne s'invente pas. Grâce à cet article, le président peut gouverner en se passant de l'avis du Reichstag. Il ne s'en prive pas. Le célèbre juriste nazi Carl Schmitt méprise la démocratie représentative et prône sa propre vision de la démocratie directe : le peuple élit son chef qui, résume Chapoutot, sera « l'homme de la totalité alors que les partis sont les fourriers du fractionnement ». Le libéralisme-autoritaire assoit ses bases. Il n'a rien à craindre du SPD qui, allié au *Zentrum* dans la « coalition de Weimar », a permis la réélection de Hindenburg face à Hitler en 1932 – taquin et inspiré, Chapoutot voit dans ces appareillages politicards nos « ancêtres castors électoraux » appelés régulièrement à « faire barrage ». Surtout et plus sérieusement, on n'oublie pas que le SPD a fourni des gages de respectabilité à la bourgeoisie grâce à la figure de Gustav Noske, ancien ministre de la Défense ayant piloté l'écrasement des spartakistes berlinois. C'était en janvier 1919, autant dire hier³.

Le *Zentrum* est une baudruche capitaliste et catholique qui, attentive au vent, vire de plus en plus à droite. De Brüning à Von Papen, il fournit ces chanceliers qui vont réfléchir à toutes les combinaisons possibles pour stabiliser le Reichstag et neutraliser les nazis en tentant vainement de se les acoquiner ou de les battre dans d'incessantes élections. Impossible équation surtout quand, dans le même élan, il faut permettre aux possédants de continuer à engranger des profits tout en saignant la plèbe. L'élection de Von Papen en 1932 est à ce sujet révélatrice au plus haut point. Son cabinet ministériel, vrai « cabinet de barons », « est en effet un assemblage, inédit depuis 1918, de tout ce que les élites patrimoniales du capital industriel, bancaire, agrarien, aristocratique et militaire offrent de plus caricatural. Dans la France actuelle, compare l'historien, on parlerait de gouvernement

³ Gustav Noske (1868-1949), député de l'aile droite de la social-démocratie allemande, fut en charge de mater, fin octobre 1918, la révolte des marins de la ville de Kiel dont il était gouverneur. Au vu de sa réussite et alors qu'il était devenu, en récompense, ministre de la Défense, le chancelier social-démocrate Ebert lui renouvela, en janvier 1919, son contrat avec pour mission, cette fois, d'écraser l'insurrection spartakiste berlinoise, tâche à laquelle Noske se livra avec zèle. C'est à son crédit qu'il faut mettre la traque et l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg, justifiés par avance par cette déclaration : « Si l'un d'entre nous doit être le chien sanglant, je ne crains pas la responsabilité. » Dans la mémoire de la gauche révolutionnaire allemande, cette mare de sang fit tache indélébile.

hors-sol, de gouvernement de millionnaires, de ministres déconnectés et dépourvus de toute légitimité ».

En embuscade au fond du bois, le NSDAP attend son heure. Son acronyme (Parti national-socialiste des travailleurs allemands) ne trompe que les imbéciles. Les travailleurs désireux d'améliorer leur condition pourront aller se brosser, l'adjectif « socialiste » du parti n'étant là que pour séduire des masses essorées et les détourner des communistes du KPD : « antimarxiste, le NSDAP prône le respect de la propriété privée, l'adhésion à l'économie de marché et la dérégulation sociale », rappelle Chapoutot. Invité à maintes reprises à discourir dans des clubs patronaux, Hitler a fait les comptes : « Nous avons en Allemagne 15 millions de gens qui ont une orientation antinationale et, aussi longtemps que ces 15 millions [...] ne seront pas ramenés dans le giron du sentiment national commun, tout ce que l'on dit à propos du relèvement économique et du relèvement national n'est que du bavardage sans intérêt. » La lutte des races plutôt que la lutte des classes. L'opération séduction lancée par Hitler à l'attention du patronat est un succès : « la solution nazie est privilégiée par le monde des affaires après les élections du 6 novembre 1932 ». Trop instable, la démocratie parlementaire de Weimar n'est plus ce cadre permettant au capitalisme d'outre-Rhin de turbiner plein gaz. Il faut purger le corps social de ses éléments parasites.

Il faut aussi lire avec attention le solide épilogue qui vient clore la magistrale démonstration opérée par Johann Chapoutot. Il y explique tout : sa démarche, sa « philosophie », ses audaces patiemment étayées. Il sait le point Godwin qu'on va lui fourrer sous le nez, le sempiternel « comparaison n'est pas raison » qu'on va lui opposer. L'historien rappelle qu'en sciences sociales l'objectivité, vue comme gage de neutralité et donc d'impartialité, n'existe pas. Une fumisterie de planqué ou de courtisan. À l'« objectivité », l'historien préfère l'« honnêteté ». Notamment celle de démontrer, faits à l'appui, que les « centristes », mais pas qu'eux, ont été ces idiots utiles grâce auquel le fascisme a gangrené la vieille Europe.

Tout comme le nazisme, l'extrême-centre, fief des « libéraux autoritaires » a une histoire plus ancienne qu'il n'y paraît. L'historien Pierre Serna la fait remonter aux premières années du Directoire qui viennent clore, brutalement, la séquence émancipatrice de la Révolution française. Régime censitaire, spéculation, appétit guerrier : sous son apparente bienveillance et tempérance, le bloc bourgeois nous tond la laine sur le dos depuis plus de deux siècles. N'en déplaise aux amnésiques anémiés de France Inter, on a le droit d'être lassés et légèrement énervés.

Sébastien NAVARRO

– À contretemps / Recensions et études critiques / septembre 2025 –
[<http://acontretemps.org/spip.php?article1127>]